puis Herseaux jusqu'à Mouscron et au-delà, vers Aelbeke.

Chantage clérical

Le roi est actuellement circonvenu par les cléricaux ; l'Eglise ne se fait pas scrupule de le menacer de faire elle-même la Révolution contre la couronne et la dynastie, si Léopold venait à l'abandonner dans sa résistance au Suffrage Universel.

De même que les cléricaux ont essayé de faire du chantage contre les socialistes avec la question du suffrage des femmes ils essayent maintenant de faire du chantage contre la monarchie avec la perspective de la République...

A propos de ce chantage clérical, le « Journal de Charleroi », organe socialiste, écrit :

« Nous l'avons dit et nous le répétons : Nous sommes républicains et nous n'abandonnerons jamais notre idéal d'avenir de la République.

Mais nous pensons exprimer ici la pensée de l'immense majorité des républicains socialistes belges, en disant que si le Roi, à qui le parti socialiste et la classe ouvrière font appel en ce moment, d'accord avec l'Industrie et avec le Commerce, c'est-à-dire les trois quarts de la Nation, répondait à cet appel noblement et royalement ; si, grâce à l'intervention de Léopold II, justice était enfin rendue au peuple, en mettant fin aux souffrances qu'il endure, à la misère qu'il risque et à la mort qu'il brave pour l'obtenir; le peuple, le parti socialiste et les républicains feraient preuve d'ingratitude en oubliant ce geste de générosité et de grandeur de la Monarchie.

Que le Roi laisse donc parler sa haute intelligence et son cœur, dans ces graves circonstances.

Appuyé sur la démocratie socialiste et libérale, il sera invincible contre n'importe quelles manœuvres louches et lâches du cléricalisme ! »

Manifeste des socialistes de Charleroi

Charleroi, 17 avril. — La Fédération socialiste a fait placarder ce matin, dans tout le bassin, le manifeste suivant :

AU PEUPLE

C'est à vous, peuple admirable du bassin de Charleroi, que cette proclamation s'adresse.

Aujourd'hui, toute la classe ouvrière du bassin de Charleroi est debout, l'arme au pied.

La lutte actuelle n'est pas dirigée contre le patronat, ni les propriétés ou les personnes.

Dès lors, il faut que la grève qui est un moyen légal soit calme et pacifique.

Par ce moyen, les sacrifices du vote plural et des fraudes électorales peuvent vaincre la réaction cléricale dans son obstination de résistance à la justice politique en marche.

A ce moment des victimes innocentes sont tombées sous les balles des gendarmes. Il y a de nombreux blessés, d'autres sont emprisonnés.

Peuple gréviste !

La masse des citoyens est effrayée des évènements qui ont endeuillé notre Bassin entier.

Tous les gens de cœur de tous les partis et de toutes les opinions, qu'ils appartiennent au Parti ouvrier socialiste, à l'opinion catholique ou à la bourgeoisie libérale, réprouvent unanimement les auteurs responsables du sang versé.

Travailleurs !

Nous vous adjurons dès à présent de rester dans la légalité, de manière à ce qu'aucune sympathie qui peut être utile au triomphe ne nous soit aliénée.

Peuple, soyez prudent, mais vigilant jusqu'au bout !

C'est en ayant désormais cette noble attitude que nous aurons avec nous le monde du commerce, de l'industrie et de la bourgeoisie démocratique, qui a besoin comme nous de voir cesser une agitation hautement préjudiciable aux intérêts individuels et nationaux.

Solidarité Internationale

Le Parti Ouvrier Belge a reçu les nouveaux télégrammes suivants exprimant la solidarité des travailleurs de tous les pays :

PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

Au vaillant Parti Ouvrier belge, le prolétariat français envoie le nouveau témoignage de sa profonde admiration et de son ardente fraternité.

Il suit avec angoisse la lutte héroïque qu'ont entreprise nos camarades pour la conquête de leurs droits politiques.

Il proclame qu'à l'heure actuelle, nul dans le Parti socialiste international n'a le droit de se désintéresser du mouvement révolutionnaire belge, prélude de soulèvements appelés à transformer le monde.

Aux camarades qui sont tombés pour la défense de leurs droits, le Parti socialiste français adresse un douloureux adieu.

A ceux qui continuent le bon combat, il crie : Courage ! Le prolétariat français et le prolétariat international sont avec vous.

Vive le Parti Ouvrier belge ! Vive la Révolution sociale !

LES SOCIALISTES MILANAIS

« Les socialistes de Milan acclament les travailleurs belges, conquérant le droit cité pour leur propre pays. Ils leur envoient tous leurs vœux.

LE PARTI OUVRIER BULGARE

Le parti ouvrier bulgare, en saluant fraternellement la Belgique socialiste, souhaite le succès complet dans la lutte engagée.

Vive le suffrage universel ! A bas la réaction cléricale !

Une Roubaisienne assassinée à Gand

PAR UN GENDARME

Au cour des manifestations qui ont eu lieu pour le suffrage universel, lundi dernier, une vieille femme Sophie Aldur, âgée de 60 ans, journalière, demeurant, rue du Fort, 128, à Roubaix, a été tuée, ou plutôt lâchement assassinée par un gendarme belge, à Gand.

La pauvre femme s'était rendue dans cette ville, dimanche dernier, pour voir son fils en traitement à l'hôpital.

Lundi matin, elle se disposait à reprendre le train à la gare du Sud, lorsqu'elle tomba au milieu d'une manifestation.

Au moment où la malheureuse cherchait à se réfugier sur un trottoir un gendarme s'avança vers elle et lui porta un coup de sabre dans la gorge. Elle mourut presque aussitôt.

Cette nouvelle connue aujourd'hui seulement à Roubaix a produit une vive émotion dans le quartier du Jean Ghislain.

APPEL AUX BELGES RÉSIDANT A LILLE

Une REUNION-CONFERENCE pour tous les Belges résidant à Lille est organisée pour le Dimanche 20 avril 1902, à trois heures, en vue des mesures à prendre devant le rappel des classes et les conséquences du mouvement en faveur du Suffrage Universel.

La Conférence aura lieu dans la salle du Lion-d'Or, 200, rue Léon-Gambetta, à Lille.

(VOIR NOTRE DERNIERE HEURE)

Grève générale des cochers de "l'Urbaine"

A PARIS

Paris, 17 avril. — La grève des cochers de Paris continue à être générale.

Le mécontentement gagne les cochers de la Compagnie Générale. Celle-ci vient, en effet, d'élever la moyenne d'un franc par jour. On ne peut que protester contre cet abus.

Il est vraiment ignoble qu'une administration profite d'une grève dans une corporation pour montrer des exigences plus dures.

La guerre Sud-Africaine

KITCHENER DECOURAGE

Utrecht, 17 avril. — Un messager boer, qui vient d'arriver ici, a déclaré que l'impression existant à Prétoria et à Johannesburg est que lord Kitchener désespère du succès définitif des armes anglaises. Les troupes s'aperçoivent, dit-on, déjà des sentiments des chefs, qui commencent à croire que les Boers l'emporteront en raison de l'étendue et de la durée de leur résistance.

Les Boers sont pourvus en abondance de munitions et de provisions. Ils ont plus de 15,000 hommes en campagne et ont décidé de ne pas augmenter cet effectif, qui, plus élevé, gênerait leur tactique. Ils se bornent à remplir les vides en choisissant parmi les offres d'enrôlement qui leur arrivent en nombre toujours croissant de la colonie du Cap.

LA LUTTE CONTINUE

Londres, 17 avril. — Le pessimisme qui régnait hier au sujet du résultat des négociations s'est encore accentué aujourd'hui. Le gouvernement a décidé de conserver son intransigeance des premiers jours, c'est-à-dire de refuser absolument d'accorder une amnistie aux rebelles du Cap, de rapporter la proclamation concernant le bannissement, et de donner aux Boers des institutions représentatives.

Le « Times » déclare ce matin, dans une note officieuse, qu'il n'y a pas lieu de croire qu'on ait fait des progrès satisfaisants vers une solution pacifique.

CHRONIQUE ELECTORALE

La « Patrie Française »

On sait quelle campagne électorale mène l'association politique qui s'est constituée sous le titre de la « Patrie Française » et dont M. Lorthiois, candidat contre Ghesquière, est le président, pour la section de Lille.

Mais ce qu'on ignorait et que notre collaborateur et ami Rouanet, candidat socialiste à Paris-Clignancourt, vient de révéler, ce sont les noms des quelques-uns des membres de cette association.

Lisez :

Comte de Rochechouart, marquis de Rolland, vicomte de Miramon-Fargues, de Castellane, prince d'Arenberg, comte d'Elva, de Beauregard, de Lanjuinais, comte d'Alençon, de Vaulgrenant, du Bessol, de Kerhué de Maindreville, d'Espeuilles, de la Moussaye, de Rougé, de Nadaillac, baron Foëche, comte de l'Eglise, de Parseval, Calemard du Genestoux, de Bem, de Fleury, de Kergariou, duc de Luynes.

Comte de Bourqueney *(représentant du duc d'Orléans)*.

Duc de Lorge.

Prince de Broglie *(celui du Seize-Mai)*.

Jules Lemaître, François Coppée.

Prince de la Tour d'Auvergne, duc d'Eyrargues, marquis de Villeneuve, prince de Lucinges-Faucigny, marquis de Noailles, marquis d'Audiffred-Pasquier, marquis de Castellane, marquis de Marescot, comte de Beugnot, de Verneuil, marquis de Monteynard, marquis Teil du Havelt, de Molènes, marquis de Saint-Seine, de Pouilly, de Fouquières, baron Séguier, baron de Meyronnet-Saint-Marc, de la Panouse, de Villemandy, de la Mesnière, de Sonis, de Miramon, du Breuil, de Saint-Germain, d'Hauterive, de Mas Latrie, de Tréveneuc, de Montesquiou-Fesenzac, d'Oilliamson, du Tillet, comte de Najac, de la Tour, de Faucompret, comte Recopé, de l'Isle, de Naulde, de Talhouët, d'Herouville, de Lastic, de Mouchy, de Kersaint, de Claye, marquis de Fragnier, de Chazelles, comte de Lubersac, de Saint-Pol-Lias, marquis de la Ville-Baugé, marquis de Rochechouart, d'Aubigny, comte de Brissac, de Charnacé, de la Chevrelière, d'Ocagne, de Vaucelles, de Boissieu, de Fresnel, de Pontbigaud.

Comte de Lur-Saluces, baron de Vaux, d'Arros, comte de Bourmont, de Berjon, de Bonviller, comte de la Bouillerie, comte de Dampierre, de Laborde, de Franqueville, de Souza, comte de Blagny, de Lisle, comte de Rochechouart, marquis de Rollan-Dallon, vicomte de Miramon, de Chamberet, marquis du Mans, de Chalais, comte de Fayer, comte de Faucompré, d'Haudicourt, de Boys, de La Salle, de Reiset, de Cambourg, de Cléry, de Préaulx, de Liniers, de Rezilly, de Miribal, de Bled, de Jessaint, comte de Castillon Saint-Victor, de Chalembert, de Montbeillard, vicomte de Pouy, baron Grouchy, comte de la Valette, marquis de Choiseul-Praslin, baron Guénéfey, vicomte de la Tour du Pin, comte de Lestrange, comte de Rougé, comte de Malestroit de Bruc, marquis de Douet de Graville, de Thize, de la Valette, d'Yersey, comte de Bernis, etc., etc.

L'énumération est peut-être un peu longue, mais il était bon qu'elle fut faite, — car la « Patrie Française » ne revêt pas seulement le masque républicain avec les Lorthiois, les Motte, les Gayet et autres Franchomme : en de certaines circonscriptions elle se déguise en « socialiste ! »

D'après les dirigeants de la « Patrie Française, » les électeurs que M. Jules Lemaître et son copain Coppée n'ont pas encore crétinisés jugeront du républicanisme et du socialisme des candidats qui sollicitent leurs suffrages au nom de cette collection de royalistes notoires et de cléricaux avérés.

Ils se diront que si les Lorthiois, les Franchomme et les Barrois, à Lille, les Motte et les Montalembert à Roubaix, les Monnier et les Groussaud à Tourcoing, les Guillain, à Dunkerque, les Dervaux, les Dehau, les Caullet, les Thellier de Poncheville, les Lefebvre — tous les candidats en un mot de la «Croix» de la « Dépêche » et de l' « Echo », — ont coiffé un chaperon rouge c'est avec l'arrière-pensée de mieux croquer leurs libertés et ils les enverront demander à Rome l'absolution de leurs mensonges !

G. SIAUVE-EVAUSY.

LE BARREAU DONNE

Avez-vous remarqué la quantité de « toques » — n'imprimez pas « toqués » s. v. p. — qui s'est abattue sur les circonscriptions du Nord et du Pas-de-Calais ?

On ne peut lire un compte-rendu de réunion patriotâne sans y trouver des phrases dans ce goût :

— « L'éminent Me X... du barreau de... défend avec sa coutumière chaleur (o chaleur !) la candidature du sympathique Z... »

C'est la « Catho » de Lille qui fournit ce genre de défenseurs, aspirants candidats pour la plupart qui s'essayent à l'éloquence de la tribune, celle de la barre leur allant aussi mal que l'affreuse robe dont ils se couvrent pour frapper l'imagination des naïfs.

Et l'on nous affirme que ce n'est pas tout perte !

Si un mauvais procès rapporte 25 francs d'honoraires, une mauvaise conférence politique donne des émoluments qui peuvent atteindre jusqu'à cinq cents francs ! Ça dépend du candidat que l'on défend...

On comprend que le barreau où rien ne se donne, donne. Il donne pour recevoir !

Il est d'honorables exceptions, mais combien rares, à Lille surtout !

Au fait, le métier d'avocat est-il incompatible avec celui d'agent électoral ?

A défaut de Me Parmentier, nous avons pris une consultation de l'inventeur des pommes... cuites qui nous a affirmé qu'il n'y avait nulle incompatibilité, au contraire !

— Au temps de Saint-Yves, notre patron, nous a-t-il dit, on ne connaissait que la veuve et l'orphelin. Mais les révolutions successives ont fait naître une autre clientèle tout aussi intéressante : le candidat. Nous allons pour lui à la barre du Suffrage Universel comme nous allons à la barre des Tribunaux pour les plaideurs. C'est plus qu'un droit, c'est un devoir !

— Mais, Maître, vous êtes donc à la disposition de tous les candidats, comme à la disposition de toutes les veuves et de tous les orphelins, puisque votre art est de défendre ?

— Evidemment ! Mais nous choisissons. Il faut tenir compte, Monsieur, que chacun vit de son art.

— Ah !

— Oui, mais je vous quitte, j'ai à préparer un plaidoyer pour le syndicat textile de Roubaix et un pour M. Lorthiois.

— Mais le syndicat textile de Roubaix est collectiviste et M. Lorthiois est l'adversaire du collectiviste Ghesquière.

— Qu'est-ce que ça peut me faire ! L'argent n'a pas plus de couleur que d'odeur !

...Et voici pourquoi le barreau donne.

UN ELECTEUR DE GHESQUIERE.

DANS LE NORD

DECLARATIONS DE CANDIDATURES

Voici les nouvelles déclarations de candidatures reçues à la Préfecture du Nord :

— Auguste Ragheboom, sellier, conseiller d'arrondissement, rue Destailleurs, à *Lille*, — 5e circonscription de Lille.

— G. de Montalembert, député sortant, demeurant à Annappes, — 6e circonscription de Lille.

— Eugène Constant, conseiller municipal à Bègles (Gironde), — 1re circonscription de Cambrai.

— Joseph Deregnaucourt, ancien secrétaire de mairie à Flines-lez-Raches. — 1re circonscription de Douai.

— Elisée Eloir, agriculteur en graines de betteraves, à La Madeleine. — 4e circonscription de Lille.

— Philippe Dannely, ouvrier mouleur, à Paris, 14, rue des Goncourt. — 2e circonscription d'Avesnes.

— Antoine-Florent Guillain, député sortant, à Dunkerque. — 1re circonscription de Dunkerque.

— Pierre Degreef, gérant de la « Petite Feuille anarchiste », 38, rue Paul-Bert, à Roubaix. — 6e circonscription de Lille.

— Jules Dansette, député sortant, à Armentières. — 4e circonscription de Lille.

— François Debève, agriculteur, député sortant, à Maing. — 1re circonscription de Douai.

Première circonscription de Lille

REUNION PUBLIQUE A LA « TABLE RONDE »

Une centaine de personnes environ avaient répondu hier soir à l'appel du Comité électoral qui patronne la candidature du citoyen L. Dupied, adjoint au maire, dans la première circonscription.

La réunion avait lieu, rue de Béthune, à la « Table Ronde » ; le bureau était ainsi constitué : Président, le citoyen Hochedé ; assesseurs, les citoyens Armand et Ghesquière.

Le citoyen Vandorme a expliqué le programme socialiste au milieu de plus profond silence.

Le citoyen Dupied, candidat, a, à son tour, stigmatisé les défenseurs de la bourgeoisie.

Les deux orateurs ont été très applaudis et l'assemblée a voté à l'unanimité un ordre du jour en faveur de la candidature socialiste Dupied.

Deuxième circonscription de Lille

LA REUNION DE LA « GAITE »

La salle de l'estaminet de la « Gaîté », rue d'Arcole, était trop petite pour contenir les nombreux électeurs qui s'étaient rendus, hier soir, à la réunion d'Henri Ghesquière.

Après la formation du bureau, la parole est donnée au citoyen Ragheboom, conseiller d'arrondissement, qui démontre — et il n'a pas de peine à le faire — que les intérêts de M. Lorthiois sont opposés à ceux des travailleurs. Ceux-ci confieront donc à Henri Ghesquière, ouvrier comme eux, qui a vécu de leur vie, qui les a déjà défendus au Conseil municipal et au Conseil général, le soin de les représenter au Parlement. Ils feront bloc sur son nom dès le premier tour de scrutin. Son élection sera d'un fort appoint moral pour faire passer les socialistes qui arriveraient déjà en bonne posture.

Henri Ghesquière explique en débutant pourquoi il a tenu à se rendre aux parlottes privées de M. Lorthiois. Il voulait répondre aux calomnies de ce monsieur et lui faire rentrer dans la gorge ses mensonges. M. Lorthiois se refuse à toute contradiction.

— « Ainsi, hier, dit Ghesquière, à la réunion de la Concorde dont la *Croix*, la *Dépêche* et l'*Echo* ont fait un triomphe pour M. Lorthiois, un ouvrier que nous ne connaissons pas a demandé la parole. On la lui avait promise après MM. Lorthiois et Parmentier. Quand ces messieurs ont eu fini de parler, ils ont levé la séance, sans même savoir si cet ouvrier était un partisan ou un adversaire, sans même savoir ce qu'il voulait dire. »

Ghesquière fait justice des calomnies de M. Lorthiois. Il redit le langage qu'il a tenu en face de lui, rue Gantois. M. Lorthiois n'a pu répondre. Il y a mieux ; il a été obligé d'avouer que chez lui on payait des amendes, et quand il a prétendu que ces amendes étaient versées dans une caisse, gérée par des ouvriers, un ouvrier a pu lui dire que c'était depuis huit jours seulement.

M. Lorthiois n'a rien fait au Conseil général ; il ne fera rien à la Chambre.

Après un appel à la contradiction, un ordre du jour acclamant la candidature d'Henri Ghesquière est voté à l'unanimité.

Quelques citoyens crient alors : « Rue d'Iéna ! »

— C'est inutile, dit Ghesquière. M. Lorthiois en apprenant que nous donnions une réunion, rue d'Arcole, a contremandé la sienne. Il a trouvé qu'il serait trop près de nous ; c'est un froussard. »

On sort alors ; et un cortège se forme de plus de 300 citoyens qui, par le boulevard Montebello, la rue d'Iéna, la rue de Juliers et la rue des Postes, accompagnaient Henri Ghesquière jusqu'à la place des Quatre-Chemins, en chantant l'*Internationale*.

Pendant ce temps, M. Lorthiois, qui n'avait pas osé faire sa réunion de la rue d'Iéna, en faisait une, rue de Trévise.

Comme toujours, la consigne la plus sévère était établie à la porte. Aussi, nombre d'électeurs, furieux de n'avoir pu entrer, recevaient, à sa sortie, le sympathique candidat, comme dirait la *Dépêche*, à coups de sifflets, et le conduisaient ainsi jusqu'à sa voiture de maître qu'il a l'habitude de laisser à une cinquantaine ou à une centaine de mètres des lieux de réunion.

Troisième circonscription de Lille

REUNION AUX « SANS-SOUCI »

Nombreux étaient les citoyens qui avaient répondu à la convocation du Parti Socialiste, hier soir, à huit heures et demie, 58, rue de Tournai, aux « Sans-Souci ».

Le bureau est élu par acclamations ; président, le citoyen Rémy Flament ; assesseurs, les citoyens Emile Chavatte et Alexis Guillemont.

La parole est donnée au citoyen Henno, premier conférencier.

Très rapidement, le citoyen Henno examine le programme des radicaux et il conclut en déclarant que seul le programme socialiste est de nature à améliorer actuellement la situation de la classe ouvrière.

Le citoyen Delecluze, adjoint au maire, a très spirituellement examiné le candidat Franchomme et son programme.

C'est au milieu des rires et des applaudissements de l'assistance que dans un langage plein d'humour et de gauloiseries il a réduit à ses proportions le candidat-chocolat qui, à l'heure actuelle, soulève les rires même chez ses amis.

Le citoyen Delory a, dans un exposé clair et précis, démontré que seul le collectivisme pouvait affranchir la classe ouvrière.

Il a captivé l'auditoire en rappelant la dernière transformation capitaliste, qui est l'organisation des trusts, c'est-à-dire la main-mise par une poignée de parasites sur une ou plusieurs branches de la *production*.

Le petit commerce, dont les intérêts étaient liés avec le bonheur de la classe ouvrière, a voulu ne pas le comprendre, s'est jeté dans les bras de la réaction et a obligé ainsi la classe ouvrière de se séparer de lui et de créer les Unions Coopératives.

Quant aux petits propriétaires qui à force de travail et d'économie ont réussi à assurer leurs vieux jours, à aucun moment le P. O. F. n'a voulu ou entendu les exproprier.

D'autre part, on nous appelle les partisans du tout ou rien, dit le citoyen Delory, notre tactique, notre lutte de tous les jours déclare le contraire.

En attendant le jour de la transformation de la société capitaliste en société collectiviste, nous arracherons à la bourgeoisie toutes les réformes susceptibles d'améliorer la situation du prolétariat.

Et maintenant, dit en terminant le citoyen Delory, les électeurs ont à choisir entre trois candidats, s'ils veulent des réformes et l'émancipation définitive de la classe ouvrière, ils voteront pour le candidat socialiste.

Des applaudissements nourris éclatent de toutes parts lorsque le citoyen Delory descend de la tribune.

Un ordre du jour acclamant la candidature Delory et s'engageant à la faire triompher au premier tour de scrutin est voté à l'unanimité.

6e et 7e circonscriptions de Lille

SITUATION NETTE

Les militants dévoués qui ont entrepris, en constituant le Parti ouvrier socialiste Roubaisien, de ramener le prolétariat de notre grande ville, dans la voie féconde qui l'avait conduit à la victoire et lui avait assuré, en même temps, la force et la considération, ont rappelé quel était le devoir des socialistes des deux circonscriptions de Roubaix, dans la dernière partie de leur ordre du jour du 14 avril :

« En ce qui concerne, y disent-ils, les élections législatives du 27 avril, l'assemblée générale du P. O. S. R. engage tous les socialistes à faire leur devoir, en votant contre les représentants du cléricalisme, du capital et de la bourgeoisie rétrograde, c'est-à-dire en votant pour le citoyen Moreau, dans la 6e circonscription, et pour le citoyen Guesde, dans la 7e circonscription. »

C'est bien là le devoir. Tous les socialistes sauront l'accomplir, oublieux devant le danger réactionnaire, des petites manœuvres, des attaques de mauvaise foi, dont ils ont pu être les victimes.

Nos amis, donnant ainsi à d'autres une leçon qui devrait porter ses fruits, ne connaissent et ne veulent connaître d'autres ennemis que les représentants de la réaction, Motte et de Montalembert.

Dans la 7e, tous les socialistes et avec eux tous les républicains conscients doivent voter contre Motte, pour le citoyen Guesde.

Dans la 6e circonscription, tous les socialistes, et avec eux tous les républicains conscients, doivent voter contre de Montalembert, pour le citoyen Moreau.

Dans l'une comme dans l'autre des deux circonscriptions, il n'y a pas d'hésitation possible...

Car, si dans la circonscription de Roubaix-Lannoy-Cysoing, plusieurs républicains avaient pu hésiter, en raison de l'avènement de la candidature de M. Delecroix ils doivent être fixés maintenant que nous connaissons la profession de foi de l'honorable maire d'Hem. Nous avons rarement lu, en effet, manifeste électoral se recommandant par un semblable manque de netteté et de précision.

M. Delecroix nous dit bien qu'il est sincèrement républicain et qu'il se réclame des principes de 1789. Et il ajoute :

« Au point de vue politique, partisan absolu de la suprématie du pouvoir civil, je ne conçois l'action républicaine qu'exercée par les vrais républicains, par ceux qui veulent le maintien, en les étendant suivant les exigences du progrès de chaque jour, des conquêtes faites par la République, des libertés qu'elle a si chèrement acquises. »

Et c'est tout !

Eh bien ! ce n'est pas assez

Ce que l'on fait dire là à M. Delecroix, tous les réactionnaires déguisés en républicains le disent : M. Motte le dit ; M. Gayet le dit à Avesnes ; M. Lefebvre le dit au Cateau.

Pourquoi M. Delecroix ne précise-t-il pas ?

Approuve-t-il, comme M. Dron, les mesures de défense républicaine ?

Est-il, comme M. Debierre, décidé à mener la lutte pour la République contre la Congrégation ?

Veut-il, comme M. Pelletan, M. Brisson, M. Merlou, etc., la réforme de l'impôt, dans le sens de l'établissement d'un impôt sur le revenu ?

Il se garde de le dire.

Au moment où tout le monde désire et attend des déclarations nettes et précises pourquoi donc M Delecroix se tient-il dans le vague et la banalité ?

Et qu'est-ce donc que ce titre de « candidat de la République libérale » dont il se lisse affubler ? Mais ce titre là, c'est celui dont se réclament les Lorthiois, les Monnier, les Dervaux, les Dehau et les... de Montalembert. C'est au nom d'une soi-disant République libérale, que le ridicule Franchomme mène campagne contre l'honorable M. Debierre...

Avec ces réticences, ces finasseries, ces banalités de sa profession de foi, M. Delecroix a tué sa candidature. Nous regrettons pour lui qu'il ait suivi les mauvais conseillers et que dans son parti, — où l'on n'a pas cependant tant d'hommes sympathiques à compromettre, — on l'ait ainsi mis en mauvaise posture — et tout cela pour les beaux yeux d'un Rousseau, d'un Chatteleyn ou d'un Cacquant, acquis d'avance à M. de Montalembert candidat de l'U. S. et P.

La situation est donc nette ici comme là.

D'un côté, Motte et de Montalembert.

De l'autre, les candidats socialistes, à qui iront toutes les voix de tous les adversaires de la réaction

REUNIONS PUBLIQUES

Deux réunions organisées par la section roubaisienne du P. O. F. ont eu lieu hier soir, la première dans la salle du Mogador, rue Archimède, à Roubaix, sous la présidence du citoyen Lepers, avec le concours des orateurs Jules Guesde, et Bailleul ; la deuxième, dans la salle Laden, rue Jouffroy, sous la présidence du citoyen Aimé Morel, avec le concours des citoyens Cachin, adjoint au maire de Bordeaux, et Ivo Van Waerebeke, conseiller municipal.

Dans ces deux réunions qui ont été faites devant un public nombreux et enthousiaste, les orateurs ont traité la question de la politique générale, et l'utilité des syndicats, et enfin de l'élection du 27 courant.

Après les discours très applaudis, dans les deux réunions, un ordre du jour en faveur de la candidature du citoyen Jules Guesde, a été voté par acclamations et à l'unanimité.

La sortie s'est effectuée sans incidents.

Première circonscription de Dunkerque

AVIS AUX ELECTEURS

Le Comité d'*Union Républicaine et Socialiste* a établi une *permanence* au rez-de-chaussée du numéro 19, Vieux-Marché-au-Beurre, à proximité du port.

Les électeurs qui auraient des renseignements à apporter ou à demander au Comité, sont priés de s'y adresser de onze heures et demie à une heure et le soir de six heures et demie à huit heures et demie.

Le citoyen Desmons et ses amis y seront à leur disposition.

Prière de vouloir bien adresser la correspondance au citoyen Desmons, hôtel Faidherbe, 8, rue du Lion-d'Or.

LE CONGRES

Un Congrès a désigné M. Guillain, député sortant comme candidat à l'élection du 27 avril. Ce résultat était attendu ; aucune autre candidature n'y a été présentée ; il n'y a eu qu'une dizaine de dissidents et des abstentionnistes.

Etudions de plus près ce Congrès; voici une note adressée à notre rédaction qui en dit long sur son organisation :

« *Rosendael.* — A propos du Congrès réuni à Dunkerque et que le *Phare du Nord* appelle pompeusement « républicain », voudriez-vous me permettre, Monsieur le rédacteur en chef, de poser par l'intermédiaire de votre organe dévoué la question suivante au Président de la Ligue républicaine de Rosendael, M. Cassu, directeur de l'entrepôt des sucres à Dunkerque,

« Par qui ont été désignés, y compris lui, les délégués au Congrès ? Qui et quoi représentaient-ils dans cette réunion de rétrogrades ? Non pas la politique guillainiste sans doute, puisqu'à *plusieurs reprises* la Ligue de Rosendael a voté des blâmes à cet éminent député ; puis qu'elle a donné son adhésion pure et ferme à la *Fédération républicaine du Nord* dont on connait les attaches ; puis qu'elle adhérait de ce fait à la *Fédération radicale-socialiste* de Paris.

» Qui trompe-t-on à Rosendael ?

» J'ose espérer que le Président de la Ligue voudra bien fournir au plus tôt des explications à ce sujet.

» *Un de la première heure.* »

N'est-ce pas trop joli comme escamotage ? Que voilà bien les malices cousues de fil blanc du parti guillainiste qui n'a plus qu'un souci, jeter de la poudre aux yeux, sauver la face, chercher à se faire donner un blanc-seing à gauche, pour couvrir son alliance avec le *Nord Maritime* et la *Croix*.

Il s'agit de désigner pour un Congrès électoral des délégués qui auront mission de demander au candidat son programme, de lui demander de rendre compte de son mandat : la Ligue a blâmé les votes de M. Guillain, ne l'oublions pas ; qui désignera-t-elle pour porter la parole en son nom ? Quittons ce souci ; consulter la Ligue serait fort dangereux pour l'homme « éminent » ; passez muscade ! Voici les délégués, créatures de la clientèle *reconnaissante* de M. Guillain ! Que voilà donc des délégués indépendants, et qui représenteront avec autorité la majorité républicaine qui s'est à plusieurs reprises séparée avec éclat du député sortant !

Jugeons par cet exemple de la façon dont « les habiles » ont composé « leur » congrès.

La Ligue républicaine de Gravelines, qui a adopté une attitude [illegible] comme celle de Rosendael à la *Fédération Républicaine du Nord* dont M. le Docteur Debierre est le président, et qui se rattache au Comité Goblet-Brisson-Bourgeois, s'est montrée logique et a refusé d'assister à ce prétendu Congrès. Elle a estimé qu'elle n'y avait que faire.

Et en effet, le *Progrès du Nord*, l'organe officiel de la *Fédération Républicaine du Nord* par la plume autorisée de M. Georges Robert n'a-t-il pas magistralement procédé à l'exécution de M. Guillain, le classant parmi les députés qui ne pourraient recevoir en aucune façon l'estampille et l'appui des groupes et des organes républicains qui ont adhéré à la politique de l'union radicale-socialiste, au Congrès de Paris.

Mais avant le refus de participer au Congrès de Dunkerque, il s'était passé au sein du Comité républicain de Gravelines un fait caractéristique. Par trois voix de majorité seulement il décidait « la neutralité » ; la minorité ayant vivement insisté pour que la Ligue prît nettement position contre M. Guillain.

En dehors de Rosendael et Gravelines, aucune commune hors Dunkerque, n'a de Ligue constituée et chacun sait combien l'*Alliance* est en ce moment tiraillée en divers sens.

Voilà la valeur réelle du Congrès qui a maintenu la candidature de M. Guillain. Voyons maintenant ce qui s'y est passé.

C'est M. le Docteur Dewèvre qui a reproché avec une grande franchise et une grande netteté à M. Guillain son alliance avec la Droite, ses votes en faveur des Congrégations et contre l'abrogation de la funeste loi Falloux.

Directement atteint par ce coup droit, M. Guillain ne pouvait que balbutier de banales excuses, lui le protégé de la *Croix* et du *Maritime* qui venait demander à des républicains une consécration républicaine. Après avoir agité les grands mots de Conscience, de Liberté, de Tolérance et de Fraternité, il a bien voulu avouer que beaucoup de ses votes l'avaient placé en opposition absolue avec les idées des électeurs républicains qui avaient eu foi en ses déclarations de jadis ; et il a plaidé péniblement les circonstances atténuantes.

Pourquoi a-t-il voté constamment, de parti-pris, contre le ministère de défense et d'action républicaine ? Etait-ce pour se ménager toutes les voix réactionnaires qui lui seront si nécessaires aujourd'hui ? Fi donc ! En votant pour les moines-ligueurs, contre l'enseignement national laïque, contre la loi du Pourcentage, Guillain voulait-il donner des gages évidents, palpables et certains à la réaction ? Que c'est mal le connaître !...

Guillain votait tout cela, tout simplement parce que Millerand était au Ministère.

Vous vous attendez bien à ce que cette déclaration soit suivie par une charge à fond de train contre le Ministre socialiste.

En aucune façon : ce grand homme est déconcertant. Il a fait de Millerand le plus galant éloge, rendant hommage à son intelligence et à son talent, à sa très-haute valeur. Aucun de ses actes n'a été un acte de violence révolutionnaire.

Et que devient la conclusion ? C'est que Millerand est d'autant plus dangereux que son œuvre hardie a été plus pacifique ; qu'il faut voter contre lui avec d'autant plus d'acharnement qu'il voulait amener le prolétariat — par les voies légales — à contribuer lui-même, dans la plus large part, à son émancipation économique.

Que la logique des hommes éminents est donc une admirable chose !

Et maintenant vous pensez sans doute que M. Guillain va triompher bruyamment. Non pas. Il fait sur lui-même un effort énorme et devient modeste.

Passons, dit-il, l'éponge sur tout ce passé ; oubliez-le. Ne voyez plus aujourd'hui que la valeur du candidat que vous avez devant vous et les promesses qu'il vous fait pour l'avenir.

Ah ! le bon billet qu'avaient là les congressistes !...

La maladroite thèse de l'ex-ministre n'avait convaincu personne · et, venait le quart d'heure de Rabelais : on allait voter. C'est ici, que dans ce Congrès truqué se place un dernier tour de passe-passe.

M. Chiraux demande que l'on vote au bulletin secret ; il y a en effet dans la salle, sous l'œil des patrons guillainistes un grand nombre d'employés et d'autres « dépendants ». Quoi de plus juste, de plus équitable, de plus républicain, que cette proposition ? M. Détreaux s'indigne, le Congrès va se déshonorer, *jamais* on n'a ainsi procédé.

M. Détreaux a eu là une singulière défaillance de mémoire et les procès-verbaux des séances de nos congrès abondent en votes émis au scrutin secret : qu'il veuille donc les relire.

Mais qu'importait « une erreur ! » le but était atteint ; le tour de la carte était joué !

Enfin un dernier étonnement — je ne dis pas une dernière surprise — était réservé aux congressistes. M. Georges Vaucauwenberghe, en annonçant la candidature Guillain, proclama que lui-même blâmait la déviation à droite du député sortant ; il affirma qu'il était le premier à réclamer un coup de barre à tribord.

Expliquez comme il vous plaira que M. Vancauwenbergue a conseillé quand même aux électeurs de voter pour M. Guillain et vous comprendrez bien l'ahurissement dans lequel se sont trouvés plongés ceux auxquels reste encore l'entière indépendance politique.

Deuxième circonscription de Cambrai

LA CANDIDATURE RASSEL

Nous avons manifesté hier nos regrets très sincères de la malheureuse division socialiste qui s'est produite dans la deuxième circonscription de Cambrai où le citoyen Rassel, malgré la décision du Congrès du Cateau, se présente contre le citoyen Fiévet, candidat du Parti ouvrier.

Au sujet de notre entrefilet, le citoyen Rassel nous écrit :

— « Je suis incapable d'une compromission avec les partis bourgeois. Vous dites que je suis candidat contre Fiévet, je dis que c'est Fiévet qui est candidat contre moi. Je repousse du pied ce que peut dire la *Dépêche* contre moi. »

Le citoyen Rassel poursuit :

— « J'ai eu un jour la visite du citoyen Durre de Valenciennes et il m'a tenu le langage suivant : *si tu veux ne pas avoir de concurrent aux élections législatives prochaines et être certain d'être élu, il faudrait te faire inscrire à la loge du Cateau ou à une des loges de Cambrai.* »

Le citoyen Rassel affirme ensuite qu'une démarche analogue fut faite auprès de lui par le citoyen Léon Carlier, de Vertain.

Nous donnons acte au citoyen Rassel de ses affirmations mais elles nous surprennent d'autant plus que le P. O. F. dont le citoyen Carlier est un militant et le citoyen Durre, un candidat, discuta vivement dans son dernier Congrès de Roubaix le point de savoir s'il fallait reconnaître aux francs-maçons la qualité de socialistes !

Nous croyions que l'assemblée avait opiné pour la négative mais nous nous étions sans doute trompé puisque les citoyens Durre et Carlier, à entendre le citoyen Rassel, pousseraient l'esprit de prosélytisme maçonnique jusqu'à prêter aux Loges des procédés de recrutement QU'ELLES N'EMPLOIENT PAS, — ceci nous l'affirmons.

Première circonscription de Valenciennes

LA REUNION DU THEATRE, A CONDE

C'est dimanche, à sept heures du soir, qu'avait lieu, salle du Théâtre, à Condé, la conférence organisée par la Section condéenne du P. O. F., avec le concours du citoyen Melin, candidat aux élections législatives.

A l'heure indiquée, le théâtre est archi-comble.

On devine facilement ce qui va se passer. Déjà, avant le lever du rideau, des altercations se produisent entre « rouges » et « jaunes ».

Disons de suite que ces derniers, que l'on dénomme aujourd'hui « individus à trente sous », et tous ouvriers de l'usine de M. Dervaux, s'acquittent à merveille de leur infecte besogne, sous la grotesque direction d'un « Espagnol », dit l'homme « des sales besognes ».

Il est un peu plus de sept heures quand le rideau se lève.

Indépendamment de tous les employés de l'usine de M. Dervaux et de la « bande jaune », au nombre d'une centaine au plus, on remarque dans la salle un grand nombre de socialistes et de fervents républicains de Fresnes, Condé, Vieux-Condé, Hergnies, Macou, etc.

Ont pris place à la tribune les citoyens Melin, Tabary, Casimir, Richard et quelques autres militants ; M. Mégier, commissaire de police, M. Descamps, propriétaire de la feuille immonde de la place d'Armes.

Au milieu d'un tumulte indescriptible, et après avoir essayé mais en vain de faire taire les « individus à trente sous », le camarade Casimir veut procéder à la constitution du bureau. Mais sa voix se perd dans les vociférations des esclaves de M. Dervaux.

Ce que cherchent ces tristes sires c'est d'empêcher de constituer le bureau. C'est là le premier cachet de leur programme. Ce que voyant, le citoyen Richard, s'approchant et bravant les hurlements, parvint à proposer le citoyen Tabary pour présider la réunion. Des acclamations enthousiastes et des cris nourris de « Vive Tabary ! » saluent cette proposition, contre les hurlements des jaunes. Les citoyens Castillon, de Fresnes, et Loriau, de Vieux-Condé, proposés comme assesseurs, sont également adoptés. Ces derniers traversent, et sans peine, les braillards de la bande jaune et viennent prendre place au bureau. Les jaunes essayent de protester mais Richard, intervenant, les « remise » de la belle façon. A ce moment, le « grand Zizir et son fils » se distinguent par leur attitude aussi grossière que grotesque.

Chacun ayant pris sa place au bureau, le camarade Tabary se lève et essaye de causer, mais sa faible voix se perd au milieu des cris.

Ce manège dure une demi-heure environ et il est impossible de pouvoir causer.

M. le commissaire, qui n'est pas trop à son aise, a déjà menacé de dissoudre la salle.

Le citoyen Richard essaye alors de placer quelques mots que la majorité de l'auditoire applaudit; mais quand il réclame le silence les jaunes le huent et lui lancent des épithètes que notre plume se refuse à enregistrer.

Poussant l'audace un peu plus loin, les « jaunes » essayent ensuite de gagner la tribune mais nos amis, las de ces manœuvres, se sont approchés et aidés du bureau les empêchent de gravir la scène.

A ce moment, la salle est plus houleuse encore et les jaunes, dont la plupart sont armés de gourdins poursuivant leur programme, frappent à « tort et à travers ».

Le citoyen Menu, de Vieux-Condé, reçoit un coup de casse-tête qui lui fait une profonde blessure au-dessus de l'œil droit. D'autres de nos militants sont aussi malmenés. Le grand Zizir — qui n'est pas le dernier — reçoit des coups et sort tant bien que mal accompagné des siens. Il a la figure contusionnée.

Les jaunes sortis, un auditoire composé de plus de 500 personnes attend toujours mais devant les bagarres qui viennent de se produire le commissaire a dissous la salle et le public, mécontent de ces scènes, sort en maugréant contre celui qui, grâce à son or et impuissant dans la contradiction, est parvenu à empêcher cette superbe manifestation.

A la sortie, on cause avec animation. Partout on blâme la conduite des « hommes à trente sous » et on sent que cette réunion se retournera fatalement contre ceux qui l'ont fait avorter.

De petites escarmouches se produisent place du Théâtre, mais les assistants s'interposent.

Les citoyens Mélin et Tabary sont l'objet d'acclamations à leur sortie, la foule les accompagne en chantant l'*Internationale*. Tous les manifestants vont se réunir dans une salle privée où Mélin donne communication aux 300 camarades qui l'accompagnent d'une lettre de M. Dervaux où ce dernier lui accuse réception de son invitation à la réunion du théâtre.

Aussi peu spirituelle qu'ironique, cette lettre n'est qu'une preuve indéniable de la *courtoisie* et de la franchise du candidat réactionnaire.

Mélin commente cette lettre à peu près en ces termes ; « M. Dervaux, dit-il, déclare dans cette lettre ne pouvoir assister à la réunion sous prétexte qu'il est retenu par une réunion à Hergnies. Cela est faux puisque M. Dervaux est rentré en ville trois quarts d'heure avant l'heure de la réunion.

M. Dervaux déclare encore n'avoir plus à se trouver en présence du candidat collectiviste parce que son programme et le mien sont trop différents pour que nous puissions nous convaincre.

Il n'est pas question de se convaincre entre candidats, dit Mélin. Quand on est en présence du corps électoral, il s'agit au contraire d'exposer son programme contradictoirement à l'auditoire qui est seul juge.

M. Dervaux, en s'esquivant ce soir, a montré une fois de plus que sa valeur et son programme ne répondaient pas aux aspirations des électeurs dont il sollicite les suffrages.

A vous tous, camarades, de juger cet homme et de savoir faire votre devoir le 27 avril prochain. »

Mélin est très applaudi et c'est à qui pourra lui serrer la main.

L'heure s'avançant, chacun pense à regagner ses pénates.

Les amis de Vieux-Condé se groupent à la sortie et quittent la ville en chantant des chants socialistes et révolutionnaires.

D'autres gagnent le tramway qui ne tarde pas à s'éloigner.

Et tandis qu'il emporte Mélin et les quelques amis qui l'accompagnent, le blackboulé de Quarouble et d'Onnaing, cloîtré dans son hôtel de la place Rombaut, commente avec ses mouchards les événements de la journée.

Tel a été, succinctement raconté, le caractère de cette manifestation, qui, quoique avortée, aura sa répercussion sur le corps électoral et sa place dans les annales politiques de la cité condéenne.

RETRAIT D'UNE CANDIDATURE

On nous écrit :

Le citoyen Delcourt, ancien secrétaire de la Mairie de Condé, qui avait déclaré poser dans la 1re circonscription de Valenciennes sa candidature comme républicain, socialiste, devait faire mercredi une conférence au théâtre de Condé. Mais la réunion n'a pu avoir lieu pour les raisons suivantes :

1. Delcourt n'a pu arriver à former le bureau de la réunion, les membres du Parti ouvrier n'ayant pas accepté d'en faire partie. — 2. Il a refusé de laisser la parole au citoyen Melin, le premier.

Voyant que l'assemblée ne lui était pas favorable et qu'on l'accusait de venir faire le jeu de la réaction, Delcourt leva la séance en protestant contre l'accusation dont il était l'objet et en déclarant qu'il se retirait de la lutte en faveur du citoyen Melin.

Aussitôt, le rideau de la scène du théatre est baissé. Melin escalade la tribune pour prendre la parole, mais le commissaire de police veut l'empêcher de parler en disant que la réunion était terminée.

Melin peut seulement adresser quelques paroles aux assistants. Toute la salle l'applaudit et l'on se sépare sans autre incident

Le tout n'a pas duré plus d'une demi-heure.

L. P.

Deuxième circonscription de Valenciennes

LA CANDIDATURE DE DURRE ACCLAMEE

On nous écrit :

Quoique n'étant pas prophète, nous pouvons dire que le succès de notre candidat socialiste est certain, si l'on en juge par les belles réceptions qui ont été faites jusqu'à ce jour à Durre et Proer.

Dimanche et lundi, nos amis sont allés porter la parole socialiste à Château-l'Abbaye, Maulde et à Saint-Amand. Comme de coutume, ils ont été fort applaudis ; la candidature de Durre a été votée à l'unanimité.

Nos adversaires ont dû éprouver un certain dépit devant le succès que les socialistes ont obtenu à Château-l'Abbaye et à Maulde. A Château-l'Abbaye, Proer et Durre ont exposé le programme du Parti et la candidature socialiste a été adoptée à l'unanimité.

A Maulde, le fameux de Poncheville avait eu le soin d'organiser une réunion privée à côté de la nôtre, une heure avant, et à tous ses esclaves, il avait recommandé d'aller troubler la réunion socialiste. Nos amis, prévenus, n'hésitèrent pas quand même à faire leur conférence. Le bureau aussitôt constitué, le président donne la parole à Proer qui débute en dévoilant le plan de la réaction qui cherche à empêcher les orateurs socialistes de se faire entendre et c'est aux applaudissements de la moitié de la salle que les réactionnaires sont conspués. Devant l'attitude des assistants, un membre de la calotte demande la parole pour poser une question au camarade Proer. Celui-ci lui déclare qu'il sera à sa disposition aussitôt qu'il aura terminé. Notre ami arrive, petit à petit, à écraser la réaction. Alors tous les calotins prennent la résolution de fuir et c'est aux applaudissements unanimes de toute la salle que notre ami termine en adjurant tous les prolétaires à faire triompher la candidature du Parti ouvrier.

La parole est donnée ensuite au citoyen Durre. Ce dernier remercie la population laborieuse de Maulde d'avoir donné une correction méritée à la réaction. Ensuite, il démontre aux applaudissements de l'assemblée, que par le socialisme les travailleurs obtiendront leur émancipation. Après avoir expliqué ce que sera la société collectiviste, il développe le programme de réformes du Parti ouvrier. Notre ami termine en espérant que les prolétaires de Maulde feront leur devoir de classe le 27 avril, c'est-à-dire qu'ils voteront pour le candidat du Parti ouvrier.

Un calotin demande la parole. Il reproche à